



CHAPITRE 100

CHAPTER 100

Loi modifiant la charte de la cité de Québec An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Sanctionnée le 10 mars 1960]

[Assented to, the 10th of March, 1960]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunts autorisés.

1. Subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

a) Trois cent mille (\$300,000.00) dollars pour l'acquisition des immeubles nécessaires au prolongement du boulevard Laurentien dans la cité et à l'aménagement de nouvelles voies d'accès à ce boulevard, à l'intersection du boulevard Wilfrid Hamel.

Après paiement des immeubles, la cité pourra affecter le solde du présent emprunt à des travaux d'aqueduc et de drainage dans ce secteur;

b) Six cent cinquante mille (\$650,000.00) dollars pour le prolongement du boulevard Saint-Cyrille à l'est de la rue Claire-Fontaine, y compris l'acquisition des immeubles requis;

Preamble.

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Loans authorized.

1. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city of Quebec is authorized to borrow the following sums:

a. Three hundred thousand (\$300,000.00) dollars to acquire the immoveables necessary to extend the Laurentian boulevard into the city and provide new access roads to such boulevard, at the intersection of Wilfrid Hamel boulevard.

After paying for such immoveables, the city may use the balance of this loan for waterworks and drainage works in that area;

b. Six hundred and fifty thousand (\$650,000.00) dollars to extent Saint-Cyrille boulevard, east of Claire-Fontaine street, including the acquiring of the necessary immoveables;

c) Deux cent cinquante mille (\$250,000.00) dollars pour l'assainissement de la rivière Laitet;

d) Un million (\$1,000,000.00) de dollars pour le prolongement du boulevard Charest, depuis la rue de Mazenod vers l'ouest, y compris l'acquisition des immeubles requis;

e) Trois cent quinze mille (\$315,000.00) dollars pour l'exécution de travaux d'aqueduc, de drainage et de voirie, nécessaires au développement commercial des terrains situés au nord du boulevard Wilfrid Hamel, immédiatement à l'ouest du boulevard Talbot.

c. Two hundred and fifty thousand (\$250,000.00) dollars to improve the sanitation of Laitet river;

d. One million (\$1,000,000.00) dollars to extend Charest boulevard, from Mazenod street westward, including the acquisition of the necessary immoveables;

e. Three hundred and fifteen thousand (\$315,000.00) dollars for the carrying out of waterworks, drainage and road labour operations necessary for the commercial development of lands situated north of the Wilfrid Hamel boulevard, immediately west of the Talbot boulevard.

Émission
d'obligations.

2. Aux fins ci-dessus autorisées, la cité pourra émettre, par règlement ou résolution du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec, payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période n'excédant pas quarante ans. Lesdites obligations pourront aussi être émises avec fonds d'amortissement.

2. For the purposes authorized above, the city by by-law or resolution of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission, payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than forty years. The said bonds may also be issued with a sinking-fund. Bond issue.

Emprunt
autorisé.

3. Subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

a) Cent soixante mille (\$160,000.00) dollars pour la réfection en grillage d'acier du pavé des ponts Samson, Dorchester et Drouin;

b) Deux cent cinquante mille (\$250,000.00) dollars pour la construction et le remplacement de pavages permanents.

3. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city of Quebec is authorized to borrow the following sums: Loan authorized.

a. One hundred and sixty thousand (\$160,000.00) dollars to resurface with steel grating the pavement of the Samson, Dorchester and Drouin bridges;

b. Two hundred and fifty thousand (\$250,000.00) dollars to construct and replace permanent pavings.

Émission
d'obligations.

4. Aux fins ci-dessus autorisées, la cité pourra émettre, par règlement ou résolution du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec, payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période n'excédant pas vingt ans. Lesdites obligations pourront aussi être émises avec fonds d'amortissement.

4. For the purposes authorized above, the city, by by-law or resolution of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission, payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than twenty years. The said bonds may also be issued with a sinking-fund. Bond issue.

1929, c.
95, a.
452b,
remp.

5. L'article 452b de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 48 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est remplacé par le suivant:

5. Section 452b of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 48 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is replaced by the following: 1929, c. 95, s. 452b replaced.

Emprunt
autorisé.

"452b. Pour les fins de l'article 452a, la cité est autorisée à emprunter annuellement, sur résolution de son conseil, une somme n'excédant pas deux cent mille dollars (\$200,000.00).

"452b. For the purpose of section 452a, the city is authorized to borrow each year, by resolution of its council, a sum not to exceed two hundred thousand dollars (\$200,000.00)." Loan authorized.

1940, c.
74, a. 37,
rempl.

6. L'article 37 de la loi 4 George VI, chapitre 74, est remplacé par le suivant:

6. Section 37 of the act 4 George VI, chapter 74, is replaced by the following: 1940, c. 74, s. 37, replaced.

Recouvrement de
frais
d'hospitalisation.

"37. Nonobstant toute loi à ce contraire, lorsqu'une personne atteinte de maladie contagieuse aura été hospitalisée et soignée à l'Hôpital Civique, la cité pourra recouvrer ses frais de la personne elle-même ou de ceux qui sont obligés par la loi à son entretien et, en cas de non paiement, de la municipalité où cette personne avait son domicile lors de son hospitalisation en donnant les avis prévus à la Loi de l'assistance publique de Québec.

"37. Notwithstanding any law to the contrary, when a person afflicted with a contagious disease shall have been hospitalized and cared for in the Civic Hospital, the city may recover its costs from the person himself or from such persons as are by law obliged to support him and, if unpaid, from the municipality in which the person hospitalized had his domicile at the time of his hospitalization, giving the notices provided in the Quebec Public Charities Act. Recovery of hospitalization costs.

Domicile.

Pour les fins de la présente loi, le domicile sera établi conformément à la Loi de l'assistance publique de Québec."

For the purposes of this act, domicile shall be determined in accordance with the Quebec Public Charities Act." Domicile.

Fermeture
de certaine
rue.

7. La cité est autorisée à décréter, par résolution, la fermeture de la ruelle privée connue et désignée comme étant le lot 46-29 du cadastre officiel de Notre-Dame-de-Québec, banlieue, et à vendre ledit lot de gré à gré aux conditions qu'il lui plaira de fixer.

7. The city is authorized to order, by resolution, the closing of the private lane known and designated as being lot 46-29 of the official cadastre for Notre-Dame-de-Québec, suburb, and to sell the said lot by mutual agreement upon such conditions as it may see fit to specify. Closing of certain lane.

Vente ou
cession
autorisée.

8. La cité est autorisée à vendre de gré à gré ou à céder gratuitement à La Commission des écoles catholiques de Québec et / ou The Protestant Board of School Commissioners of the city of Québec, selon le cas, tout immeuble dont elle est propriétaire et dont l'une ou l'autre de ces corporations peut avoir besoin pour des fins scolaires.

8. The city is authorized to sell by mutual agreement or convey gratuitously to The Catholic School Commission of Québec and / or The Protestant Board of School Commissioners of the city of Québec, as the case may be, any immovable of which it is the owner and which either of these corporations may be in need thereof for school purposes. Sale or cession authorized.

Administration
du
fonds de
pension.

9. La cité est et a toujours été autorisée à confier l'administration de ses fonds de pension à des compagnies d'assurance-vie, à des compagnies ou autres institutions émettant des rentes viagères ou à des compagnies de fiducie, pourvu qu'elle obtienne ou qu'elle ait obtenu à cette fin l'assentiment de la majorité des employés concernés et l'approbation du surintendant des assurances.

9. The city is and always has been authorized to entrust the management of its pension funds to life insurance companies, companies or other institutions issuing life annuities, or to trust companies, provided it obtains or has obtained, for that purpose, the consent of the majority of the employees concerned and the approval by the Superintendent of Insurance. Management of pension fund.

Exercice
de certain
privilège.

10. La permission accordée aux propriétaires du lot 227-367 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery, par la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 50, article 17, pourra être aussi exercée pour les mêmes fins et aux mêmes conditions sur les lots 227-377, 227-387, 227-389 et 227-385 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery, et sur une lisière de terrain de dix pieds en largeur située entre les lots 227-385 et 227-389, ladite lisière de terrain étant une partie non subdivisée du lot originaire 227 du même cadastre.

10. The permission granted to the owners of lot 227-367 of the official cadastre for the parish of Saint-Colomb-de-Sillery, by the act 6-7 Elizabeth II, chapter 50, section 17, may also be exercised for the same purposes and on the same conditions, with respect to lots 227-377, 227-387, 227-389 and 227-385 of the official cadastre for the parish of Saint-Colomb-de-Sillery, and to a strip of land ten feet wide and situated between lots 227-385 and 227-389, the said strip of land being an unsubdivided part of the original lot 227 of the same cadastre.

Exercice
of certain
privilege.

Escompte.

11. Nonobstant l'article 273 de sa charte, tel que remplacé par la loi 13 George VI, chapitre 72, la cité est autorisée à accorder, par résolution, à tout contribuable qui paiera son compte de taxes, avant le 15 octobre de chaque année, un escompte n'excédant pas cinq (5%) pour cent par année, calculé sur le nombre de jours entre la date du paiement et le premier novembre.

11. Notwithstanding section 273 of its charter, as replaced by the act 13 George VI, chapter 72, the city is authorized to grant, by resolution, to any ratepayer who shall have paid his tax bill prior to the 15th of October of each year, a discount which shall not exceed five (5%) per cent per annum, reckoned on the number of days between the date of payment and the first of November.

Discount.

Lot déclaré
partie de
Saint-Michel
Archange.

12. Nonobstant la description des limites de la paroisse de Saint-Michel-Archange contenue dans l'annexe "C" de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 128, sanctionnée le 5 mars 1959, et nonobstant toutes descriptions antérieures desdites limites contenues dans les lois 57 Victoria, chapitre 6; 60 Victoria, chapitre 72; 4 George V, chapitre 72, et 19 George V, chapitre 102, ou résultant desdites lois, le lot numéro cinq cent quatre-vingt-neuf-A (589-A) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord est par les présentes déclaré faire partie du territoire de la paroisse de Saint-Michel-Archange pour toutes fins civiles et municipales.

12. Notwithstanding the description of the limits of the parish of Saint-Michel-Archange, contained in schedule "C" to the act 7-8 Elizabeth II, chapter 128, assented to the 5th of March, 1959, and notwithstanding all previous descriptions of the said limits contained in the acts 57 Victoria, chapter 6; 60 Victoria, chapter 72; 4 George V, chapter 72, and 19 George V, chapter 102, or resulting from the said acts, lot number five hundred and eighty-nine-A (589-A) of the official cadastre for the parish of Saint-Roch-Nord, is hereby declared to form part of the territory of the parish of Saint-Michel-Archange for all civil and municipal purposes.

Lot declared
to be part of
Saint-Michel-Archange.

Location
de sous-sols,
autorisée.

13. Pour la construction et l'exploitation d'un garage souterrain destiné au stationnement ou au remisage des véhicules-automobiles, la cité est autorisée à louer le sous-sol des lots qui constituent le carré Jacques-Cartier aux conditions qu'elle détermine par règlement. La cité est également autorisée à faire toutes autres conventions y relatives, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

13. For the construction and operating of an underground garage intended for the parking or storage of motor-vehicles, the city is authorized to lease the underground portion of the lots constituting Jacques-Cartier square on such conditions which it shall determine by by-law. The city is also authorized to make all such agreements pertaining thereto, subject so the approval of the Quebec Municipal Commission.

Lease of
under-
grounds,
author-
ized.

Exemption autorisée.

14. La cité est autorisée à accorder, pour une période de cinq ans, une exemption de cinquante (50%) pour cent de la taxe foncière générale municipale sur les édifices ouverts au public exclusivement pour le stationnement des véhicules automobiles.

Restriction.

Cette exemption ne pourra pas être accordée sur les terrains où seront érigée de tels édifices, ni sur les terrains où aucune structure n'aura été érigée.

Force probante d'épreuves photographiques.

15. Toute épreuve tirée d'un document dont la cité avait la garde ou la possession et qui a été photographiée entre le premier janvier 1955 et le 20 juin 1957 pourra faire preuve, à toutes fins légales, au même titre que l'original, aux conditions suivantes:

a) Le document devra avoir été photographié en présence ou sous la surveillance d'un employé de la cité;

b) L'employé qui aura assisté à la reproduction d'un document devra faire une déclaration sous serment, en duplicata, attestant ce fait et certifiant la fidélité de cette reproduction. La même déclaration devra aussi attester que la cité a disposé des documents ainsi photographiés;

c) Un exemplaire de cette déclaration sera déposé dans les archives du service qui avait la garde du document original, et l'autre déposé en l'étude d'un notaire exerçant en cette province.

1929, c. 95, a. 565c, remp.

16. L'article 565c de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 65, article 20, est remplacé par le suivant:

Pension aux veuves de juges municipaux.

"565c. La cité doit payer à la veuve de tout juge de la Cour municipale de la cité de Québec une pension annuelle égale à un quart du traitement que son mari recevait, lors de son décès ou lors de sa mise à la retraite, pourvu toutefois que ce juge municipal ait exercé ses fonctions comme tel pendant au moins cinq ans. Cette pension lui sera versée pendant viduité par versements mensuels, égaux, payables d'avance le premier de chaque mois et sera incessible et insaisissable.

Exemption autorisée.

14. The city is authorized to grant, for a period of five years, an exemption of fifty (50%) per cent from the general municipal real estate tax on buildings open to the public exclusively for the parking of motor vehicles.

Restriction.

Such exemption shall not be granted on the land on which such buildings shall be erected nor on the land on which no building shall have been erected.

Proof of certain photographic prints.

15. Any print made from a document in the custody or possession of the city which was photographed between the first of January, 1955, and the 20th of June, 1957, may make the same proof, for all legal purposes, as the original, subject to the following conditions:

a. The document must have been photographed in the presence or under the supervision of an employee of the city;

b. The employee who was present at the reproduction of a document must make a sworn declaration in duplicate, attesting that fact and certifying the accuracy of such reproduction. The same declaration must also establish, that the city has disposed of the documents so photographed;

c. One copy of such declaration shall be deposited in the archives of the department which had custody of the original document, and the other in the office of a notary practising in this province.

1929, c. 95, s. 565c, replaced.

16. Section 565c of the act 19 George V, chapter 95, enacted by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 65, section 20, is replaced by the following:

Pension to widows of municipal judges.

"565c. The city shall pay to the widow of any judge of the Municipal Court of the city of Quebec, an annual pension equal to one-fourth of the remuneration that her husband was receiving when he died or retired, provided however that such municipal judge held office as such for at least five years. Such pension shall be paid to her during her widowhood, in equal monthly instalments payable, in advance on the first day of each month, and shall be neither transferable nor subject to seizure.

Applica-
tion.

Le présent article s'appliquera aux veuves des juges en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, ou qui seront nommés par la suite."

1953-54
c. 65, a.
16, remp.

17. L'article 16 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 65, est remplacé par le suivant:

Pension
au maire.

"**16.** La cité payera à toute personne qui aura rempli la fonction de maire de la cité de Québec et qui aura cessé de remplir cette fonction une pension annuelle, sa vie durant,

a) de cinquante pour cent (50%) de son indemnité, si cette personne a été maire pendant trois termes complets;

b) de soixante-quinze pour cent (75%) de son indemnité, si cette personne a été maire pendant quatre termes ou plus.

Incessi-
bilité,
etc.

Cette pension sera incessible et insaisissable. Elle sera payée par versements mensuels, égaux et payables d'avance le premier de chaque mois.

Retenues.

A cette fin, le maire paiera, sous forme de retenue sur son indemnité, à compter du premier décembre 1959, une contribution équivalente à six pour cent de son indemnité.

Remise
au cas
de décès.

Si le bénéficiaire de la pension décédait avant d'avoir bénéficié de la pension ici prévue, ses contributions seront remises à ses héritiers par la cité, sans intérêt.

Pension
aux
échevins.

18. La cité est autorisée à accorder par résolution du conseil, à toute personne qui, au premier septembre 1959, en était membre, une pension annuelle de mille cinq cents (\$1,500.00) dollars, sa vie durant, à compter du jour où elle cessera d'être membre dudit conseil, pourvu qu'elle ait alors exercé le mandat de conseiller ou d'échevin de la cité pendant trois (3) termes complets.

Retenues.

A cette fin, chaque échevin fournira, sous forme de retenue sur son indemnité, à compter du premier décembre 1959, une contribution équivalente à six (6%) pour cent de son indemnité.

Résolu-
tion défi-
nitive.

Une fois que cette résolution aura été adoptée par le conseil, elle ne pourra plus être modifiée ni abrogée.

This section shall apply to the widows of the judges in office at the time of the coming into force of this act, or who will be appointed thereafter."

Applica-
tion.

17. Section 16 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 65, replaced by the following:

1953-54,
c. 65, s.
16, replac-
ed.

"**16.** The city shall pay, to any person who has held the office of mayor of the city of Quebec and who shall have ceased to occupy such office, an annual pension, during his lifetime,

Pension
to mayor.

a. of fifty per cent (50%) of his indemnity, if such person was mayor for three full terms;

b. of seventy-five per cent (75%) of his indemnity, if such person was mayor for four terms or more.

Such pension shall be neither transferable nor subject to seizure. It shall be paid in equal monthly instalments, payable in advance, on the first day of each month.

Not trans-
ferable,
etc.

For that purpose the mayor shall pay, by means of stoppages out of his indemnity, from the first of December, 1959, a contribution equal to six per cent of his indemnity.

Stoppa-
ges.

Should the beneficiary of such pension die before having benefited by the pension herein provided, his contributions shall be remitted by the city to his heirs, without interest."

Remittan-
ce in case
of death.

18. The city is authorized to grant, by a resolution of the council, to any person who shall have been a member thereof, as of the first of September, 1959, an annual pension of one thousand five hundred (\$1,500.00) dollars, during his lifetime, from and after the day on which he shall have ceased to be a member of the said council, provided that he shall have then held the office of councillor or alderman of the city for three (3) full terms.

Pension
to alder-
men.

For such purpose, each alderman shall provide, by means of a stoppage from his indemnity, as from the first of December, 1959, a contribution equivalent to six (6%) per cent of his indemnity.

Stoppa-
ges.

Once this resolution shall have been adopted by the council, it shall not be amended nor repealed.

Resolu-
tion not to
be
amended.

Paiement. La pension ainsi accordée sera payable d'avance par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois et elle sera incessible et insaisissable.

Verse-ments sus-pendus. Le versement de cette pension cessera pendant que le bénéficiaire, le cas échéant, occupera à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi quelconque, auquel est attachée une rémunération payée par la cité.

Remise de contributions. Si le bénéficiaire éventuel de la pension cesse d'être échevin avant d'être éligible à la pension ou décède avant d'avoir bénéficié de la pension ici prévue, ses contributions lui seront remises ou à ses héritiers selon le cas, par la cité, sans intérêt.

Application. Les dispositions du présent article sont aussi applicables à toute personne qui deviendra membre du conseil de la cité après la sanction de la présente loi.

Paiement d'intérêts au cas de plainte sur évaluation. **19.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, quand un contribuable aura déposé une plainte devant le Bureau de Revision au sujet de l'évaluation d'un immeuble lui appartenant, les intérêts sur les impôts résultant de l'évaluation seront payés au taux de cinq (5%) pour cent :

a) à compter du premier novembre de chaque année sur les taxes basées sur l'évaluation qui apparaissait au rôle précédant immédiatement celui qui a fait l'objet de la plainte devant le Bureau de Revision, et

b) à compter de trente (30) jours après la décision du Bureau de Revision, quant aux taxes basées sur la partie de l'évaluation excédant celle qui apparaissait au rôle précédant immédiatement celui qui a fait l'objet de la plainte.

Acquisition validée. **20.** L'acquisition par la cité de Québec de parties du lot 414 au plan officiel et le livre de renvoi pour la paroisse de Saint-Roch-Nord par acte de vente de Janet et Agnès McNicoll le 3 mai 1940, devant Charles Delagrave, notaire, sous le numéro 16,436 de ses minutes, enregistré à Québec sous le numéro 261,233, est

The pension so granted shall be payable in advance, in equal monthly payments, on the first day of each month and it shall be neither transferable nor subject to seizure.

Payment suspended. The payment of such pension shall cease while and whenever the beneficiary holds temporarily or permanently any charge, office or employment to which is attached a remuneration paid by the city.

Remittance of contributions. Should the future beneficiary of such pension cease to be an alderman before being eligible to the pension or die prior to having benefited by the pension herein provided, his contributions shall be remitted by the city to him or his heirs, as the case may be, without interest.

Application. The provisions of this act shall also apply to any person who shall have become a member of the city council after the sanction of this act.

Payment of interest in case of complaint on valuation. **19.** Notwithstanding any inconsistent legislative provision, whenever a ratepayer shall have lodged a complaint before the Board of Revision respecting the valuation of an immovable of which he is the owner, the interest on taxes resulting from the valuation shall be paid at a rate of five (5%) per cent :

a. from and after the first of November of each year, on the taxes based on the valuation appearing on the roll immediately preceding that forming the subject of the complaint before the Board of Revision, and

b. as from thirty (30) days following the decision of the Board of Revision, with respect to the taxes based on the portion of the valuation exceeding that appearing on the roll immediately preceding that which formed the subject of the complaint.

Acquisition validated. **20.** The acquiring by the city of Quebec of parts of lot 414 on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Roch-Nord by deed of sale by Janet and Agnès McNicoll, the 3rd of May, 1940, before Charles Delagrave, notary, under number 16,436 of his minutes, registered in Quebec under number

déclarée valide et légale depuis le jour de ladite vente. 261,233, is declared valid and legal since to day of the said sale.

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

21. This act shall come into force on the day of its sanction. ^{Coming into force.}